

Le Monde

9.3.2001 p. 4.

Le grand débat sur l'avenir de l'Union européenne a été lancé à Bruxelles

BRUXELLES

de notre bureau européen

La présidence suédoise de l'Union européenne a lancé le grand débat sur l'avenir de l'Europe, mercredi 7 mars, à l'Ecole européenne de Bruxelles. Quelque mille élèves environ ont accueilli chaleureusement les premiers ministres suédois et belge, Göran Persson et Guy Verhofstadt, le président de la Commission, Romano Prodi, et l'un des vice-présidents du Parlement européen, David Martin. M. Persson a expliqué qu'il était important de débattre de cette question avec des écoliers, parce qu'ils représentent l'avenir de la société. Certains de ces jeunes gens ont demandé à M. Verhofstadt comment la Belgique, « en conflit avec elle-même », pourrait assumer bientôt la présidence de l'Union, question à laquelle M. Prodi a répondu que la Belgique « peut être considérée comme un modèle pour l'Europe ». D'autres se sont interrogés sur l'avenir des langues dans une Union à vingt-cinq ou trente pays. Le commissaire Michel Barnier, qui accompagnait M. Prodi, a répondu que la diversité faisait la richesse.

Ce débat était organisé dans un cadre institutionnel précis : celui de l'annexe 4 du traité de Nice, qui dit qu'« en 2001, les présidences suédoise et belge, en coopération avec la Commission et avec la participation du Parlement européen, encourageront un large débat ».

En présentant ses vœux à la presse, le 16 janvier, la présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine, avait affirmé que ce débat devrait avoir lieu au sein de son institution, censée devenir la « plateforme » des organisations non gou-

vernementales (ONG). La présidente et les groupes politiques ont envisagé, le 14 février, d'organiser des colloques et de mettre sur pied un forum des citoyens, avec les milieux associatifs intéressés. Ce forum pourrait être lancé le 9 mai, date anniversaire de la déclaration Schuman, et donner lieu à une grande manifestation publique juste avant le sommet de Laeken, prévu en décembre 2001.

FUTUR TRAITÉ EN 2004

Les députés européens s'inquiètent surtout du rôle qu'ils pourront jouer dans la préparation du futur traité de l'Union, prévu pour 2004. Ils estiment que la conférence intergouvernementale doit être remplacée par une enceinte plus large, où seraient représentés non seulement les gouvernements, mais aussi la Commission, le Parlement européen, et les Parlements nationaux, sur le mode de la « convention » qui a rédigé la charte des droits fondamentaux. M^{me} Fontaine a annoncé ce changement officiellement, le 7 mars. Or, le principe de cette méthode conventionnelle n'est pas acquis, le traité de Nice disant seulement que le sommet de Laeken devra adopter les « initiatives appropriées ».

L'intergroupe Constitution européenne du Parlement européen, composé de députés de tous bords, a lancé, mercredi, un appel à tous ceux, parlementaires ou citoyens, qui auront à ratifier le traité de Nice. Il leur demande de réclamer aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Laeken, la promesse qu'ils confieront à une convention le soin de rédiger une Constitution européenne, avant de dire oui à Nice.

Rafaële Rivais

Le Monde
9.3.2001
P.5

La Grèce orthodoxe se résigne à recevoir Jean Paul II pour une visite historique

AU VATICAN, on en parle déjà comme d'un « moment historique » : fin avril ou début mai, le pape pourra visiter la Grèce, patrie de l'orthodoxie (religion d'Etat) la plus radicalement hostile au catholicisme. Après des mois de discussions internes, l'Eglise grecque orthodoxe a fait savoir, mercredi 7 mars, qu'« en dépit des réserves qu'elle aurait le droit d'avoir elle ne souhaite pas répondre négativement » à la demande du pape de venir à Athènes. Mais ce voyage n'aura qu'« un pur caractère de pèlerinage », a précisé son porte-parole, Mgr Eustathios.

Depuis deux ans, le Vatican faisait pression sur les autorités grecques afin que le pape puisse être reçu à Athènes « sur les traces de l'apôtre Paul », qui avait prêché face à l'Acropole. Reçu à Rome en janvier 2001, le président Costis Stephanopoulos avait accepté de l'inviter, en dépit des oppositions du Saint-Synode orthodoxe qui, divisé, vient finalement de se résigner. Cette visite pourrait avoir lieu le 8 mai, entre les étapes que le pape doit faire aussi en Syrie et à Malte. Selon d'autres sources, le voyage à Athènes aurait lieu le 30 avril.

C'est bien une nouvelle brèche que Jean Paul II ouvre ainsi dans le « mur » orthodoxe. Seuls deux pays à majorité orthodoxe – la Roumanie et la Géorgie – avaient accepté, déjà avec réticence, de le recevoir en 1999. Cette fois, il se rend en Grèce et, fin juin, en Ukraine, soit les pays où le contentieux historique entre Eglises orthodoxes et catholique est le plus vif, sur fond d'attaques contre le « prosélytisme » du pape polonais au sud et à l'est de l'Europe, terres de tradition orthodoxe.

Henri Tincq

Des soldats américains de la KFOR ont ouvert le feu contre la guérilla albanaise

Les incidents se multiplient en Macédoine et au sud de la Serbie

Des soldats américains de la KFOR ont ouvert le feu, mercredi 7 mars, contre des combattants albanais à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine. Mis en cau-

se par Belgrade et Skopje pour leur incapacité à prévenir la montée de nouvelles tensions, les Américains semblent s'être résolus à une plus grande fermeté.

LES SOLDATS américains stationnés au Kosovo dans la région frontalière de la Macédoine ont pour la première fois fait usage de leurs armes, mercredi 7 mars, contre un groupe de rebelles albanais dans le village de Mijak. Depuis le début de la semaine, les effectifs de la KFOR (la force multinationale stationnée au Kosovo) ont été renforcés dans cette zone qui se trouve dans le secteur sous contrôle américain, et les patrouilles se sont intensifiées. Les Américains paraissent ainsi s'être résolus à un début d'action, après un assez long temps d'expectative.

Les incidents armés provoqués par des groupes de guérilla albanaise se sont multipliés dans le sud de la Serbie et, depuis la mi-février, dans le nord-ouest de la Macédoine, deux régions à forte population d'origine albanaise frontalières du Kosovo. Les dirigeants de Belgrade et ceux de Skopje ont mis en cause la KFOR pour son incapacité à prévenir les infiltrations d'armes et de combattants à partir du Kosovo et la résurgence d'un foyer gravement destabilisateur dans la région.

POLÉMIQUE

Le premier ministre macédonien Ljubco Georgievski a demandé que des troupes étrangères, mais pas américaines, entrent en Macédoine dans la zone frontalière, notamment dans le village de Tanusevci, bastion des combattants albanais : « Ces forces pourraient être françaises, britanniques, italiennes, voire bulgares ou grecques, a-t-il dit. Elles devraient être plus neutres [que les Américains], plus actives et avoir moins peur pour leurs soldats. » M. Georgievski excluait que les forces



macédoniennes prennent le risque d'aller rétablir elles-mêmes l'ordre à Tanusevci.

Cette polémique ouverte entre les dirigeants macédoniens et l'OTAN s'est calmée mercredi en fin de journée. L'émissaire de l'OTAN pour la Macédoine Daniel Speckhard a donné une conférence de presse à Skopje dans laquelle il a affirmé que la KFOR avait pris « des mesures fermes et robustes de son côté de la frontière ». Un comité de liaison a été établi entre la KFOR et les forces de sécurité macédoniennes, les points de passage à la frontière avec le Kosovo qui avaient été fermés dimanche ont rouvert et l'engagement dans le village de Mijak paraît témoigner d'une attitude plus déterminée des Américains. Jeudi matin, l'envoyé spécial de l'AFP annonçait que la guérilla albanaise avait déserté Tanusevci.

L'autre foyer de tension est le

sud de la Serbie, où un nouvel attentat a eu lieu mercredi : une mine a explosé près de Presevo au passage d'un véhicule de l'armée yougoslave, tuant trois soldats. Belgrade affirme rechercher un règlement pacifique pour la région, mais réclame parallèlement depuis des semaines une redéfinition des accords avec la KFOR, qui ont établi, côté Serbie, tout le long du Kosovo, une « zone de sécurité » large de 5 kilomètres, où l'armée yougoslave ne peut pas pénétrer. Cette zone est en plusieurs endroits aux mains de la guérilla albanaise.

Le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, a déclaré mercredi que le retour des forces yougoslaves pourrait être autorisé d'abord dans « une petite partie d'un kilomètre de profondeur » à la frontière entre Serbie et Macédoine.

Claire Tréan

L'ONU décrète un embargo sur les armes à destination du Liberia

NEW YORK. A l'appui de son « exigence » que le Liberia « mette immédiatement fin au soutien du mouvement rebelle en Sierra Leone et à d'autres groupes armés dans la région », le Conseil de sécurité de l'ONU a imposé, mercredi 7 mars, un embargo sur les armes à destination de ce pays ouest-africain. Accordant un délai de deux mois au régime de Charles Taylor pour s'y conformer, il a en outre enclenché le compte à rebours pour d'autres mesures punitives, notamment l'embargo sur l'exportation de diamants et l'interdiction de voyager à l'étranger pour des dirigeants libériens, civils et militaires, ainsi que leurs épouses. Le sursis de deux mois a été obtenu par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédeao), qui a demandé aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne – rédacteurs de la résolution – de « laisser une chance au Liberia ». Le gouvernement libérien a aussitôt décidé un « moratoire » de quatre mois pour le commerce de ses diamants « dans le but de l'assainir ». – (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS** : un homme condamné à mort pour le meurtre en 1990 d'une adolescente, Dennis Dowthitt, cinquante-cinq ans, a été exécuté, mercredi 7 mars à Huntsville (Texas), devenant la septième personne exécutée aux Etats-Unis depuis le rétablissement de la peine capitale en 1976. – (AFP.)

■ **La population d'origine hispanique** aux Etats-Unis a augmenté de 60 % en dix ans et a pratiquement rattrapé en importance la minorité noire, selon un recensement effectué en 2000. Le nombre d'Américains se décrivant comme étant d'origine hispanique s'est élevé à 35,3 millions alors que la population noire est passée de 30 millions à 36,4 millions. – (AFP.)

■ **CONGO-KINSHASA** : plusieurs Libanais ont été exécutés, en janvier à Kinshasa, après l'attentat ayant coûté la vie au président Laurent-Désiré Kabila, a confirmé, mercredi 7 mars, le ministre congolais de la justice. « Des réactions violentes » auraient entraîné la mort de « plusieurs personnes, dont quelques citoyens libanais », a-t-il déclaré, sans autre précision, réagissant aux informations d'une association congolaise de défense des droits de l'homme, selon laquelle onze Libanais sont portés disparus depuis le 16 janvier. – (AFP.)

■ **TCHÉCHÈNE** : soixante corps au total ont été sortis du « charnier » découvert récemment près du quartier-général des forces russes à Grozny, selon un bilan donné par l'agence Itar-Tass citant le parquet tchétchène pro-russe. – (AFP.)

■ **INDONÉSIE** : le président Abdurrahman Wahid s'est rendu jeudi 8 mars à Bornéo, où des centaines de personnes ont été tuées fin février dans des violences interethniques. M. Wahid venait de rentrer d'un voyage de deux semaines à l'étranger, qu'il avait refusé d'annuler malgré les massacres perpétrés par des Dayaks sur des immigrants indonésiens dans la province du Kalimantan. Le président indonésien s'est finalement déplacé pour évaluer la situation locale, alors que les violences se sont apaisées et que les autorités espèrent organiser « d'ici un mois » le rapatriement à Bornéo des 50 000 Madurais ayant fui l'île. – (Reuters.)

■ **CHINE** : au moins soixante personnes, dont des dizaines d'enfants, ont péri dans l'explosion d'une école, mercredi 7 mars, selon des témoignages recueillis sur place par l'AFP. Le bilan officiel avait fait état de 41 morts (Le Monde du 8 mars). « A cause des difficultés économiques, les écoliers utilisaient leurs temps libre pour fabriquer des pétards pour contribuer au financement de leur éducation », a expliqué jeudi le quotidien cantonais Yangcheng Wanbao. Le premier ministre Zhu Rongji a accusé, jeudi, un « malade mental » d'avoir apporté la poudre dans l'école avant d'y mettre le feu pour provoquer l'explosion. – (AFP, Reuters.)